

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 31/019/2007 (Public)
Bulletin n° : 187
ÉFAI
1^{er} octobre 2007

Yémen. Amnesty International est vivement préoccupée par un cas de mort en détention

Amnesty International est vivement préoccupée par les informations selon lesquelles la mort de l'étudiant Hashem Abdullah Yahya Hajar dimanche 30 septembre pourrait être due au fait qu'il n'a pas bénéficié des soins médicaux nécessaires pendant ses cinq mois de détention.

L'organisation demande aux autorités yéménites d'ouvrir sans délai une enquête exhaustive et indépendante sur la mort du jeune homme et de prendre immédiatement des mesures pour que les autres détenus reçoivent les soins médicaux dont ils ont éventuellement besoin.

Hashem Abdullah Yahya Hajar est mort à cinq heures du matin dimanche 30 septembre 2007, huit heures après que les autorités pénitentiaires l'aient transféré de la Prison centrale à l'hôpital Al Thawrah de Sanaa. Selon les informations qu'a reçues Amnesty International, Hashem Abdullah Yahya Hajar, qui était détenu depuis cinq mois, n'a pas reçu à temps les soins médicaux dont il avait besoin alors que sa famille et son avocat avaient alerté à plusieurs reprises la direction pénitentiaire en lui fournissant notamment un rapport médical faisant état de la gravité de son état et des soins nécessaires, qui ne pouvaient pas être fournis par l'établissement où il était incarcéré. Le rapport médical de l'hôpital de l'Université du Koweït à Sanaa indiquait que Hashem Abdullah Yahya Hajar était atteint d'une maladie chronique du foie, d'hypertension et d'une splénomégalie congestive et qu'il devait être placé sous surveillance médicale permanente en raison des risques associés au traitement nécessaire. Le rapport médical indiquait également que le jeune homme avait besoin de repos et de moins de stress.

La gravité de son état de santé avait été rendue publique par des journalistes et avait conduit des défenseurs des droits humains à demander aux autorités qu'il soit transféré à l'hôpital pour y être soigné, mais les autorités n'ont rien fait jusqu'au 29 septembre à 21 heures, quelques heures à peine avant sa mort.

La mort de Hashem Abdullah Yahya Hajar suscite des inquiétudes au sujet d'autres détenus dont on sait qu'ils sont malades et qu'ils ne bénéficieraient pas de l'attention médicale nécessaire. Parmi eux se trouvent les deux prisonniers d'opinion Hassan Baoom et Nasser al Nouba, détenus respectivement à al Mukalla dans le sud-est du Yémen et à Aden dans le sud du pays. Âgé de soixante-six ans, Hassan Baoom souffrirait d'hypertension, de problèmes rénaux et de difficultés respiratoires ; il a été opéré à cœur ouvert il y a un an environ. Nasser al Nouba, général de brigade à la retraite, dans la cinquantaine, serait atteint d'une maladie du cœur et de diabète. Il serait autorisé à prendre régulièrement ses médicaments mais a besoin de recevoir des soins hospitaliers qui lui ont été refusés jusqu'à présent.

Amnesty International appelle le gouvernement à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exprimé de manière pacifique leurs convictions ; tous les autres détenus devraient être inculpés d'infractions prévues par la loi et jugés sans délai et de manière équitable, ou bien libérés.

Complément d'information

Une centaine de personnes arrêtées en relation avec les affrontements armés qui ont eu lieu en janvier 2007 à Saada, dans le nord du Yémen, entre les forces gouvernementales et des partisans de la famille al Huthi de la communauté chiite zaïdite sont actuellement détenues dans différents endroits du pays. Certaines ont été inculpées d'infractions et vont être jugées par des tribunaux qui appliquent une procédure contraire aux normes internationales d'équité des procès, mais la majorité sont détenues sans avoir été inculpées ni jugées, dans certains cas depuis plus de huit mois. Un grand nombre de ces détenus pourraient être des prisonniers d'opinion.

En outre, plus d'une dizaine de personnes sont détenues pour avoir participé aux manifestations pacifiques organisées depuis le début du mois d'août 2007 dans les villes du sud du pays – Aden, al Mukalla et al Dalie, en particulier – par des soldats à la retraite de l'armée de l'ancienne République populaire démocratique du Yémen. Ces anciens soldats protestent contre le fait qu'ils seraient moins bien payés et que leurs pensions seraient inférieures à celles des anciens soldats du nord du pays. Le gouvernement s'est engagé à prendre en compte les revendications des manifestants.